



Agence Hsinhua : Les révisionnistes soviétiques développent l'économie capitaliste sur toute la ligne

1967

Agence Hsinhua, 29 octobre 1967

Dans la propagande qu'elle intensifie depuis quelque temps en faveur d'un pseudo-communisme, la clique dirigeante révisionniste soviétique prétend que la marche arrière qu'elle opère depuis ces dernières années en restaurant le capitalisme sur toute la ligne, « marque une nouvelle étape atteinte par la société soviétique dans sa marche vers le communisme », que le « nouveau système » appliqué par elle et dont le noyau est le principe capitaliste du profit « a toujours été socialiste dans son essence ».

C'est vraiment à croire qu'elle a perdu toute honte, puisqu'elle va jusqu'à couvrir d'un voile de « communisme », de « socialisme » ce qui est du capitalisme pur et simple et qu'elle développe d'ailleurs celui-ci par tous les moyens.

Comme tout le monde le sait, Khrouchtchev, après avoir usurpé la direction du Parti et de l'Etat en Union soviétique, a promu au rang de politique d'Etat l'assimilation des méthodes d'exploitation capitalistes des Etats-Unis.

Il recourut à tous les moyens pour saboter les réalisations socialistes accomplies non sans peine par le peuple travailleur soviétique au prix de plusieurs décennies d'efforts sous la direction de Lénine et de Staline ; il encouragea et développa activement le capitalisme et engagea l'économie soviétique dans cette voie.

La clique révisionniste soviétique, ayant à sa tête Brejnev et Kossyguine, a non seulement continué tout ce qu'avait entrepris Khrouchtchev et appliqué fidèlement la ligne révisionniste pour la restauration du capitalisme en Union soviétique arrêtée aux XXe et XXIe Congrès du P.C.U.S., mais elle est encore allée plus loin que Khrouchtchev.

Depuis l'avènement de l'actuelle clique dirigeante révisionniste soviétique, tous les secteurs de l'économie nationale s'appliquent à mettre en pratique partout ce qu'on appelle la « réforme du système économique », axée sur les « suggestions Liberman ».

Aux sessions plénières du Comité central du P.C.U.S. Et aux conférences du Soviet suprême qui se tinrent ces trois dernières années, elle fit approuver toute une suite de résolutions au sujet clé l'application du « nouveau système » qui placent le profit au premier plan, élaboras des lois et promulgua des règlements y afférents, et fit de l'application de ce « nouveau système » la politique générale du P.C.U.S.

En 1965, dans son rapport à propos des « mesures à prendre sans délai » pour l'agriculture soviétique, présenté à la session plénière de mars du Comité central du P.C.U.S., Brejnev, le chef de la clique révisionniste soviétique, a déclaré que « l'appréciation objective des activités d'exploitation des kolkhozes et des sovkhozes doit être basée sur le niveau du profit. »

La même année, un autre chef de cette clique, Kossyguine, a souligné dans son rapport sur « le renforcement de la stimulation économique dans la production industrielle », présenté à la session plénière de septembre du C.C. Du P.C.U.S., la nécessité de considérer « les index du profit et du bénéfice » comme « le meilleur moyen d'amener les entreprises à élever leur productivité », comme « les données principales pour juger de la contribution » des entreprises ; il suggéra de « renforcer la stimulation économique au moyen du prix, du profit, des primes et des crédits. »

C'est sur les résolutions adoptées à ces deux sessions plénières du C.C. Du P.C.U.S. Que la clique révisionniste soviétique au pouvoir se base principalement pour développer sous toutes ses formes le capitalisme dans l'industrie et l'agriculture. Une résolution adoptée au XXIIIe Congrès du P.C.U.S. En 1966 stipule en termes explicites que l'application du « nouveau système constitue une des tâches les plus importantes pour les quelques années à venir ».

A la conférence du Soviet suprême convoquée en août de la même année, Kossyguine clama qu'il fallait « étendre continuellement le nouveau système à tous les secteurs de l'économie nationale. »

Les statistiques publiées jusqu'ici démontrent qu'en Union soviétique, 5.500 entreprises industrielles et minières, un grand nombre de « sovkhozes » et d'autres entreprises agricoles d'Etat, ainsi que plus de 400.000 entreprises commerciales représentant près de la moitié du commerce du pays, travaillent déjà sous ce « nouveau système » capitaliste, et on prévoit la généralisation de celui-ci à toutes les branches de l'économie nationale pour la fin de 1968.

L'essence de ce « nouveau système » que la clique dirigeante révisionniste soviétique pratique activement sous le couvert de « réforme économique » consiste à appliquer de façon généralisée le système d'exploitation et de gestion capitaliste dans tous les secteurs de l'économie nationale, à détruire complètement les rapports de production socialistes et à désagréger intégralement la base économique du socialisme. Avec l'application de ce « nouveau système », la planification économique d'ensemble de l'Etat est supprimée, le gain est mis au tout premier plan et les entreprises sont libres de décider de leurs plans de production et d'exploitation, et peuvent se livrer à la recherche du profit maximum comme les entreprises capitalistes.

Avec l'application de ce « nouveau système », les dirigeants des entreprises se voient conférer des prérogatives plus importantes et plus nombreuses qui leur laissent la liberté de décider de toute affaire concernant la production, les finances et le personnel.

Aux termes des « Règlements pour les entreprises de production d'Etat », les entreprises ont le droit

de « posséder, d'utiliser » tous leurs biens, d'« en disposer » ; de revendre les installations, le matériel de transport, les matières premières, matériaux et combustibles qu'elles ont « en excédent » ; de louer les ateliers, dépôts, installations et le matériel de transport dont elles « n'ont pas besoin pour l'instant » ; de mettre d'elles-mêmes au rebut les biens fixes soi-disant « hors d'usage » ; d'entreprendre des travaux d'édification de base « non prévus dans les plans avec leurs propres fonds » et d'exécuter des commandes en marge des plans avec leurs propres matériaux ».

Les dirigeants des entreprises sont habilités à décider et modifier les échelons des salaires des employés et ouvriers, ainsi que leurs primes, à embaucher, licencier et frapper de sanctions les ouvriers, à décider de la structure et du chiffre de personnel de leurs entreprises respectives. Ainsi les entreprises qui étaient autrefois propriété socialiste sont transformées en entreprises capitalistes appartenant à une couche de privilégiés bourgeois, et les larges masses de travailleurs industriels et agricoles en esclaves salariés qui vendent leur travail.

Le résultat de l'application du « nouveau système » est que la polarisation des classes s'accroît chaque jour un peu plus dans la société soviétique.

Nombre de dirigeants d'entreprises industrielles, de « sovkhozes » et d'entreprises commerciales sont devenus aujourd'hui de nouveaux éléments bourgeois qui touchent de gros salaires, de fortes primes, mettent à profit leur poste pour se livrer à tous les méfaits, exploitent et oppriment les travailleurs.

Un grand nombre de dirigeants d'entreprises industrielles vont même jusqu'à revendre des moyens de production qui sont propriété de l'Etat tels que machines-outils, grues, générateurs, locomotives, tubes sans soudure, etc.

Devant de tels faits, la machine de propagande des révisionnistes soviétiques a beau puiser dans tout son répertoire de mensonges pour vanter les « succès » du « nouveau système », elle ne parviendra en aucune façon à camoufler ce qui est son essence même : la restauration du capitalisme.

Outre le « nouveau système », la clique révisionniste soviétique a adopté ces dernières années toute une série de mesures pour encourager et épauler la tendance spontanée au capitalisme. La première mesure dans cette marche arrière, prise par Brejnev et Cie après leur avènement, dans l'agriculture, fut de relâcher davantage les limites imposées aux membres des kolkhozes et au personnel des entreprises « d'Etat » en ce qui concerne les parcelles privées et le bétail qu'ils élèvent pour leur propre compte, et ils adoptèrent même des résolutions pour les encourager à multiplier le bétail privé en leur accordant des prêts d'Etat à long terme.

Le résultat en est que l'économie privée grossit de jour en jour. Khrouchtchev, lorsqu'il était en place, avait entrepris, à l'« essai », la « fixation des normes de production sur la base du groupe », ses successeurs, eux, confièrent carrément les terres, qui sont propriété d'Etat, aux groupes pour une période indéterminée.

Les organes des révisionnistes soviétiques, la Pravda et la Komsomolskaïa Pravda ont publié à plusieurs reprises des éditoriaux demandant que l'on « avance plus fermement et plus vigoureusement encore dans cette direction ». Certains journaux des révisionnistes soviétiques vont même jusqu'à prêcher la fixation des normes de production sur la base de l'individu.

Durant cette période, la clique révisionniste soviétique supprima, en outre, toutes les restrictions imposées aux prix des produits agricoles et de provenance animale sur le marché libre, développa énergiquement le marché libre ainsi que la libre concurrence capitalistes dans les villes et à la campagne, offrant de ce fait d'énormes possibilités aux activités des commerçants privés.

Selon des statistiques incomplètes de 1966, plus de 7.500 marchés libres éparpillés à travers l'Union soviétique sont en train de s'assurer le monopole de l'approvisionnement du marché en denrées secondaires à la place des « magasins d'Etat ».

Plus de 17 millions de personnes en moyenne par mois, vont vendre leur production sur les marchés libres, et ceux-ci sont contrôlés par les commerçants privés qui se livrent à la spéculation, au chantage, à la fraude, à toutes sortes de pratiques imaginables.

La clique dirigeante révisionniste soviétique investit, par ailleurs, des fonds considérables pour la mise en place de marchés libres équipés d'installations modernes, accordant ainsi toutes les facilités au développement de l'exploitation capitaliste ; parallèlement, les « magasins d'Etat », n'ayant plus pour but que la recherche du profit, se livrent à la concurrence par tous les moyens, d'où un chaos général dans les services commerciaux.

Le désir exprimé par Khrouchtchev d' « obtenir des prêts chez le démon », c'est-à-dire de supplier les capitalistes américains de bien vouloir lui accorder des « crédits » pour « édifier le communisme », est aujourd'hui devenu réalité sous ses disciples.

Laissant grande ouverte la porte aux groupes monopoleurs capitalistes américains, français, italiens et japonais, la clique dirigeante révisionniste soviétique a signé avec eux toute une série d' « accords », pour encourager vigoureusement les capitalistes étrangers à se livrer à la pénétration économique en Union soviétique, acceptant ainsi de bon cœur que les groupes monopoleurs capitalistes étrangers pillent les ressources de l'Union soviétique, compromettent ses intérêts nationaux et exploitent ses travailleurs.

Avant la Révolution d'Octobre, la Russie tsariste était pour bien des pays capitalistes de l'Occident un « paradis » où ils pouvaient exporter leurs capitaux et pomper des profits fabuleux et des matières premières industrielles.

Or, voilà qu'aujourd'hui, 50 ans après, les dirigeants soviétiques permettent à la main noire des groupes monopoleurs des pays capitalistes clé s'introduire en Union soviétique.

Depuis que les révisionnistes soviétiques appliquent dans tous les secteurs économiques le « nouveau système », la presse et les agences de presse occidentales n'ont cessé de publier des articles les encourageant à poursuivre dans cette voie.

Le U.S. News and World Report salue le « changement » qu'opèrent l'industrie et les services d'usage public soviétiques dans le sens de « l'économie du marché » capitaliste et affirme que leurs « activités se développent d'après le système du profit », ce qui « marque que le système communiste en vigueur dans ce pays depuis près de 50 ans commence à prendre fin ».

Au sujet de la « fixation des normes de production sur la base du groupe » entreprise sur une grande échelle par les révisionnistes dans l'agriculture, un correspondant de l'A.F.P. ne cache pas sa joie,

saluant en cela la « libéralisation du système agricole soviétique ».

Le journal britannique, Guardian, félicite les révisionnistes soviétiques de ce qu'ils sont en train de « disloquer certains sovkhoses » pour en faire de petites unités telles que des groupes composés d'une ou deux familles et en déduit que, si cela continuait, « il se pourrait que le système de travaux des champs sur la base de la famille revienne finalement en Russie ».

Tous ces faits montrent on ne peut mieux que les réformes que la clique révisionniste soviétique porte aux nues en parlant d' «une nouvelle étape atteinte dans la marche vers le communisme » sont de la restauration du capitalisme à cent pour cent, et que la « réforme économique » qu'elle opère n'est absolument pas du « socialisme », mais une honteuse trahison à l'égard du socialisme et du communisme.